



La Coopération des idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

Directeur : G. DEHERME



SOMMAIRE :

- G. DEHERME *La Tâche.*
 HENRI MAZEL *L'Esprit de Caste.*
 Par Tous *Revue des Opinions, des Faits et des Idées.*
 G. DEHERME *Les Livres qui font penser.*

Le Numéro : 0 fr. 25

PARIS

BERNARD GRASSET, ÉDITEUR

7, rue Cornaille, 7

Bibliothèque Maison de l'Orient



125718

LA

Coopération des Idées

Revue bi-mensuelle d'Education Sociale

ABONNEMENT : un an, France : 4 francs ; Etranger : 6 francs

*Adresser toutes les communications concernant
la Rédaction et l'Administration à*

M. DEHERME, Directeur, à LA SEYNE (Var)

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur abonnement est **terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'Union Coopérative des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Etranger. — **L'Union Coopérative** doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.

Etranger, 6 fr.

Les abonnements sont reçus : 1, Rue Christine. — PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

Directeur : **A. GALLOIS**

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour



La Coopération des idées

La tâche



Les spirituels chroniqueurs et les aimables philosophes, dont l'essentielle fonction est de nous amuser d'un mot et de nous endormir d'un sophisme, ont beau jeu contre les prophètes de malheur que nous sommes. N'ont-ils pas pour eux, d'abord, l'innombrable légion de ceux qui ne veulent rien voir ni savoir, tout l'énorme poids mort social de la paresse et du parasitisme. Jouir du moment, jouir quand même, amasser de l'or : cela durera bien autant que leur spasme. Après, disent-ils, on se débrouillera, c'est-à-dire nos fils se débrouilleront. On en a vu bien d'autres : la guerre, la Commune... Amusons-nous.

Depuis que les esprits chagrins nous annoncent la fin de tout dans la désolation de la désolation, on va tout de même, — et gaîment. On n'a jamais été aussi gai. A Paris seulement, il n'y a pas moins de deux cent mille filles de joie préposées à nos nobles plaisirs, — sans compter les hommes de lettres.

Sous la Restauration, on dénonçait déjà la plaie du fonctionnarisme. Les Teste et Cubières du roi-citoyen

pour ne pas remonter aux Fouquet du roi-Soleil, ont précédé les politiciens de la troisième République. Il y a un siècle, J. de Maistre signalait un cas de prostitution infantile, et Lucien Descaves, à propos des scandales de Belleville, citait l'autre jour *Le Journal des Goncourt*. (année 1863) : « Aubryet me contait que dans la rue, hier, une petite fille de sept ou huit ans lui avait proposé sa sœur, une fillette de quatorze ans, en lui offrant de faire, avec son haleine, de la buée sur les carreaux de la voiture où ils monteraient de manière que les agents de police ne voient rien. »

*
*
*

Ce qui semble donner raison aux esprits superficiels et faciles qui se satisfont d'un calembour et des apparences, c'est que l'agonie est lente, beaucoup plus lente que ne l'avaient pu supposer les moralistes et les sociologues. L'énergie de vivre de tout organisme social est considérable (1).

Néanmoins, lorsque l'infection est généralisée, c'est la dissolution, la déliquescence, et l'issue tragique est fatale, à bref délai.

Pour nous en tenir à ce point seulement (les autres nous entraîneraient trop loin et on ne les peut préciser aussi nettement), je prie qu'on me dise comment nous pourrions éviter une prochaine catastrophe avec un système politique qui ne se maintient qu'en augmentant le nombre des fonctionnaires dans les proportions fabuleuses de cent mille par an, en désorganisant tous les services publics et en livrant le pays

(1) L'Université populaire, qui a pu durer quatre ans dans les conditions qu'on sait, en est un curieux exemple.

à une bande de politiciens voraces sans responsabilité?...
 *
 * *

Reprenons une statistique qui marque bien la situation.

En 1906, il y avait en France 703.506 fonctionnaires ; en 1908, il y en a 913.192. Soit, en deux ans, une augmentation de plus de 200.000, — d'un quart. Nous en sommes donc à 23,5 fonctionnaires pour 1.000 Français. Et ces chiffres sont au-dessous de la réalité, d'après M. de Foville lui-même qui nous les présente dans ce tableau :

Années	Pour onze ministères	Pour les départements et les communes.
1906	442.003	261.503
1907	608.511	262.078
1908	640.883	272.309

On entend bien que ce n'est point la quantité des fonctionnaires qui est inquiétante. On peut fort bien concevoir un état social où cette quantité serait dépassée. Ce qui est effrayant, c'est l'accroissement insensé de 209.686 fonctionnaires en deux ans, qui ne correspond pas, on le sait bien, à plus de services utiles pour la nation, mais au contraire à un détachement général de l'administration publique.

La police est débordée, semble-t-il. Au reste, elle hésite à arrêter des apaches qui peuvent être des électeurs influents de député ministériel, sinon des candidats officiels. Les magistrats n'ont plus de principes fermes. Ils pourraient, sans dommages, être remplacés par des croupiers : rouge ou noire, acquittement ou condamnation. C'est aux politiciens qu'on s'adresserait pour les martingales infaillibles. L'armée fermente d'indiscipline et n'a plus d'âme. Les officiers

ne sont plus que des fonctionnaires. Plus il y a d'instituteurs et d'écoles, plus il y a de brutes certifiées, voire illettrées. Les ateliers d'État, les arsenaux produisent de moins en moins, sinon plus mal. Les routes se défoncent, elles ne sont plus entretenues, les malfaçons et la gabegie sont dans tous les travaux publics. Les commerçants et les industriels se plaignent des services de transports, des postes, télégraphes et téléphones, etc...

C'est que les fonctions publiques, des petites aux grandes, ne sont plus que des primes électorales. Il en est de même des distinctions et autres faveurs ; il en est de même — ô charité républicaine ! — de l'assistance (1). Aussi le fonctionnaire n'admet plus qu'il doive quelque travail pour ses appointements. Il ne consent qu'à fournir, pour la galerie, quelque vague prétexte à émarger. Au fond, il se considère comme une unité de la bande conquérante qui a droit à sa part de prise. Cette part, il la veut toujours élargir, et par les mêmes procédés, non par des titres réels. Ainsi, du haut en bas, se noue une complicité tacite qui rend impossible la discipline et qui désengrène les rouages administratifs.

Il est question de limiter à 12.000 francs les gros appointements des hauts fonctionnaires. Mesure d'économie ? Non pas. Il ne s'agit que de caser un plus grand nombre d'électeurs avec des émoluments moindres. Et cela n'améliorera pas les services.

Il faut deux millions d'électeurs, sous le régime du suffrage universel, pour assurer définitivement à la bande radicale socialiste la tranquille possession du

(1) Nous aurons l'occasion d'y revenir à propos de l'application de la loi d'assistance aux vieillards et invalides.

pouvoir au moyen de quoi on pressure le pays : la logique du système veut que le nombre des fonctionnaires, que les producteurs français auront à entretenir sous peu, aille, jusque-là. On ira donc, et rapidement. Ce qui ne veut pas dire que notre budget fantastique de quatre milliards, qui atteindra alors, vraisemblablement, six milliards, ne dépassera plus ce chiffre formidable. Les convoitises ne se limitent point d'elles-mêmes. Quand rien ne les contiendra plus, il est facile de prévoir qu'elles s'exalteront jusqu'à faire tout sauter.



Les égoïstes qui pensent qu'ils trouveront toujours à « s'arranger » et à s'assurer une prospérité individuelle dans la ruine générale de l'État se trompent lourdement. Maintenant, tout se tient. A un certain degré que nous approchons, le malheur de tous fait le malheur de chacun. Les ouvriers, les cultivateurs ne sont pas sans souffrir du malaise social, du désordre, ne serait-ce que par le chômage, le renchérissement, la mévente, l'impôt s'alourdissant. Les difficultés qu'ont à surmonter les commerçants et les industriels se multiplient et s'aggravent. Après les affres de l'échéance, l'affolement devant les stocks laissés pour compte, combien succombent !

A ce propos, je tiens à citer un petit fait, très simple et aussi très significatif.

Un jeune homme fut libéré du service militaire l'année dernière. Honnête, intelligent, laborieux, il se maria et s'associa aussitôt avec un camarade du régiment pour reprendre à son patron la maison où il était employé comme comptable avant son départ à la caserne.

Il y a quelques jours, je recevais une lettre de ce jeune homme. Il n'avait pas réussi dans son entreprise et il me priait de le recommander à quelque parlementaire pour lui faciliter son entrée dans un bureau de ministère.

Je lui répondis aussitôt qu'il n'y avait aucune raison pour qu'un député, harcelé par ses électeurs et par les Loges maçonniques, usât de son crédit pour moi. J'ajoutais que je ne comprenais point, au surplus, son découragement pour un premier échec, après une seule année d'efforts, et je finissais par des considérations sur le parasitisme honteux, sur l'existence médiocre, morne et passive du fonctionnaire rond-de-cuir...

Voici la réponse que j'en reçus. Elle vaut d'être reproduite ici, comme témoignage :

« ... Si je cherche à entrer dans l'Administration, ce n'est pas par vocation. Le fonctionnaire, qu'il fasse beau ou vilain, que les affaires publiques et autres marchent ou ne marchent point, a son salaire assuré. Il peut établir son budget sur une donnée précise et sûre (si petite soit la rémunération), organiser ses dépenses, faire face à ses engagements.

« J'ai perdu pour ma part, dans la société que j'avais fondée, 8.000 francs. J'ai pu me libérer de 6.000 francs. Je suis donc encore, très lourdement, endetté de 2.000 francs environ.

« Comme vous le voyez, je suis malade, bien malade, et j'ai la tête fatiguée. J'entrevois l'Administration comme une infirmerie où je pourrai faire halte et me reposer, « me refaire », comme on dit.

« Depuis le commencement de l'année, les affaires de la France sont en diminution (importation et exportation) de plus de 350 millions de francs. Cette perte énorme du commerce français s'est partagée sur un grand nombre de vaincus. Ceux-ci, fatigués de la lutte, désillusionnés, affa-

més, ont cherché un refuge, tout au moins provisoire, dans la sécurité des fonctions publiques. Ceux qui ont pu entrer dans l'Administration n'ont pas hésité, car il faut manger, et c'est ce qui explique l'augmentation du nombre des fonctionnaires en France.

« Lutter encore ? La lutte dans le commerce, se fait à coups de billets de banque. Le commerçant ou l'industriel sans le sou (qui n'en a pas moins l'honneur de payer patentes, contributions et le reste) succombe sous les charges croissantes, les crises l'achèvent, sa production est pénible et coûteuse...

« C'est là toute mon histoire.

« Recommencer ? Oui, ce serait assez dans mon caractère, recommencer seul, sans argent, avec seulement l'expérience qui m'a coûté si cher. Mais, dans la situation présente, ce serait inéluctablement, aboutir au même résultat, pire encore, peut-être.

« Que pensez-vous de tout cela ? »

..*

Ce que j'en pense, je l'ai dit, c'est que notre société française traverse une crise des plus dangereuses, c'est que nous ne pouvons plus éviter la catastrophe.

Forger des caractères qu'une année d'efforts n'épuise et qu'un échec n'abatte point pour qu'ils la puissent supporter vaillamment ; former des esprits positifs, clairs, renseignés, pour qu'ils en puissent dégager la dure leçon, — là est la tâche d'avertisseurs et d'éducateurs que doivent assumer tous les hommes de cœur et de bon sens. Accomplir cette tâche de toute son âme est moins de l'amour et de l'héroïsme qu'une sage prévoyance. C'est souscrire une assurance pour la vie, la liberté et le pain.

G. DEHERME

L'esprit de caste (1).

Ceux de nos compatriotes qui vont aux Indes et y voient fleurir le système des castes avec ses mille prohibitions, répugnances et complications, se rengorgent en faisant un retour sur leur propre pays. « Chez nous, disent-ils, rien de tout cela ! L'égalité règne partout et chacun fraie avec son voisin sans se préoccuper de son origine ou de sa profession. » Sur quoi, d'autres ne peuvent s'empêcher de sourire : « Êtes-vous bien sûr que les castes ne survivent pas en France ? Si la caractéristique de ce régime social est le refus, pour deux groupes différents, de manger ensemble et de se marier ensemble, la caste fleurit bel et bien chez nous aussi. Est-ce que vous-même, ô député socialiste, inviteriez à dîner tel de vos électeurs ou lui donneriez votre fille en mariage ? »

Toutefois, qui veut trop prouver ne prouve rien, et entre électeurs et députés même socialistes, il n'y a pas malgré tout les différences qui séparent le brahmane du çoudra ou du paria. Quoique le problème de l'origine des castes n'ait pas été complètement élucidé, il semble bien qu'à l'origine s'y trouve une question de race et de race conquérante ; entre l'Arya blanc et svelte et le Dasyou noir, difforme et sale, des poèmes védiques éclate le même contraste qu'entre l'explorateur européen, et le sauvage, et en effet, s'il fallait trouver chez nous autres occidentaux un correspondant à l'esprit de caste hindou, on devrait le cher-

(1) A propos des *Études sur les mœurs sociales et religieuses de l'Extrême-Orient* de sir Alfred Lyall, traduites et annotées par M. René de Kérallain, 1908.

cher dans les sentiments du blanc vis-à-vis du nègre ou du jaune, surtout du Boschiman ou du Fuégien ou du Papou. Par là, notamment, on verrait que ce n'est pas la religion qui crée la caste. Aux États-Unis, le nègre même chrétien continue à être tenu à distance par ses frères en religion de race blanche, et il en est de même des chrétiens indigènes en Chine ou dans l'Inde. Semblablement, entre Hindous, la préoccupation de caste subsiste même au sein des confessions bouddhiste ou musulmane qui en théorie les ignorent. Les castes sont donc antérieures et supérieures au culte, qui n'a fait que confirmer et consacrer leur régime.

Pour dire que la *caste* continue à exister chez nous, il faut changer complètement le sens de ce mot ; la *caste nobiliaire*, par exemple, est plutôt une *classe* dans les pays où la noblesse a une existence légale et une *coterie* dans ceux où elle ne subsiste que mondainement. On comprend ainsi le mot de Tarde au cours d'une conversation intime : « L'esprit de caste, c'est l'esprit de coterie, et les coteries sont le charme de la vie. » Un peu, aurait-il pu ajouter, comme les langues d'Ésope étaient les meilleures choses du monde. Qu'un certain nombre de personnes dans une grande ville aient plaisir à se retrouver ensemble, et qu'il en résulte un milieu très fermé, cercle, académie, dîner périodique, ou que, dans une moindre ville, un petit nombre de familles prenne l'habitude de ne se voir qu'entre elles et de tenir à distance tout le reste, c'est aux uns et aux autres leur droit, mais un droit qui peut devenir blessant s'il s'accompagne d'ostentations, affectations et provocations mondaines. Il y a en ces matières délicates une mesure qu'il convient de garder, et ceux qui se plaignent de l'insistance indiscrete

avec laquelle les nouvelles couches cherchent à franchir les barrières du monde sélect, oublient peut-être que le léger désagrément éprouvé par les assiégés ne compense pas les blocs de dédain et les seaux d'eau sale qu'ils ont fait pleuvoir, peut-être à simple titre d'indication, sur la tête des assiégeants. De plus, il faut tenir compte des habitudes locales; une certaine familiarité est permise ici qui détonne là. On nous dit que le fait de payer sa place au théâtre à Paris, n'autorise pas à parler à son voisin. Oui, mais tandis qu'au nord de la Loire, deux messieurs qui se trouvent ensemble dans un wagon voyageront plusieurs heures de suite sans s'adresser la parole, dans le Midi, la conversation ne tardera pas à s'engager : « Et autrement, il fait beau, pas moins !... » Chaque système a son bon côté.

Si dans un pays, la facilité des relations varie ainsi avec la latitude, comme la comparaison entre deux peuples sera difficile ! Est-ce en France ou aux États-Unis, même les nègres hors de question, que les mœurs sont le plus égalitaires ? Il paraît que la morgue du faubourg Saint-Germain n'est rien à côté de celle des Quatre-Cents de New-York ; oui, mais par contre le domestique américain, si tant est qu'on en trouve, ne supportera pas le dixième des observations, au surplus légitimes, que son patron lui adresserait en France. La bonne société de Boston tient à l'écart les riches israélites, ce en quoi elle est beaucoup plus susceptible que le grand monde parisien ; oui, mais on pénètre chez M. Roosevelt bien plus facilement que chez M. Fallières, et un de nos compatriotes en visite chez un ministre américain a vu naguère, non sans surprise, un camelot entrer dans la salle d'audience comme dans un café pour y vendre ses jour-

naux. Même en Nouvelle-Zélande, nous dit-on d'après M. de Courte, il y a des étages sociaux qui s'établissent entre vendeurs de moutons ; oui, mais je vois dans les notes du même M. de Courte, l'histoire d'un cuisinier qui, rencontrant son patron en tournée d'excursion, l'invite à déjeuner, *old man!* à la bonne franquette. En vérité, il est bien difficile de se faire une idée nette sur le degré égalitaire des mœurs anglo-saxonnes comparées aux nôtres.

Certaines remarques sont pourtant importantes. Aux États-Unis, dans la rue, tout le monde se ressemble : costumes de drap solide, souliers vigoureux, visages rasés, l'aspect unique est propre, neuf, confortable ; en Angleterre aussi, les *tramps* mis à part. En France, les diversités sautent aux yeux ; j'entendais dire dernièrement à une jeune dame transatlantique qu'elle n'avait compris que chez nous la différence du beau monde et du gros peuple ; il y a d'un côté excès de recherche ou de prétention et de l'autre abus presque honteux de négligence et de saleté ; que la faute en soit à la tuberculose ou à la syphilis, au mastroquet ou au bookmaker, la tenue de l'ouvrier parisien, et même de la ménagère de faubourg est déplorable ; Paul Adam, retour d'Amérique, a raison d'insister sur cet insouciant de dignité personnelle, et de dire que le pauvre diable devrait se serrer le ventre d'un cran de plus, plutôt que de paraître avec du linge douteux ou un pardessus élimé. Or pourtant l'ouvrier de chez nous est, quand il le veut, aussi poli, aussi beau parleur, aussi féru de connaissances générales que l'homme du monde ; ceci frappe non seulement l'étranger qui, tombant de Russie ou de Turquie, a la sensation de se trouver partout dans un milieu de marquis, mais même le compatriote fraîchement



débarqué qui n'ose ouvrir la bouche tellement son accent provincial détonne à côté du joli parler parisien. Ce sont là conditions fâcheuses pour une saine égalité; des deux côtés on se toise, on se méprise et on se hait en se craignant, alors que tout cela s'atténuerait si les uns abdiquaient les redingotes et les cravates à la Le Bargy et si les autres renonçaient à leur tenue crapuleuse et en vérité trop souvent offensante pour des narines de droit commun. Ce jour-là on pourra s'inviter à dîner les uns les autres, ce qui est bien difficile aujourd'hui, sans d'ailleurs que Brahma et Vichnou aient à voir quelque chose à la difficulté.

Autre détail. Le beau, très beau monde, en France, se distingue non seulement par la tenue, mais par l'appellation, titre de noblesse ou particule qui, quoique sans caractère nobiliaire, n'en fait pas moins présumer une origine aristocratique (ce n'est pas d'aujourd'hui, puisque Danton, avant 1789, signait volontiers d'Anton et Roland s'allongeait de la Plâtière). Or ceci est important, car les relations sociales sont affaire *de auditu* plus encore que *de visu*. Il est très probable que, sans les particules, l'exclusivisme mondain aurait été bien moins âpre qu'il ne l'a été et qu'il ne l'est encore; à ce point de vue, les Italiens ont été mieux inspirés d'accoler le titre au nom de famille : prince Colonna, comte Borghese, et les Anglais de réserver le titre au chef de famille; il n'y a qu'un lord Salisbury, tous les autres membres de la famille sont des Cecil; sans doute ces Cecils-là auront privilège d'entrée dans les salons les plus fermés, mais rien d'extérieur ne les signalera aux susceptibilités démocratiques, ce qui n'est pas insignifiant; le droit de porter l'épée a suscité pas mal d'hostilité pour l'ancienne noblesse, et si l'on voulait pousser aujourd'hui à des

vêpres siciliennes d'une catégorie mondaine, il suffirait de lui réserver le port obligatoire du monocle.

Cette question de la noblesse est délicate, et pour nous autres Français, elle semble d'ailleurs particulièrement intéressante. Une bonne partie de notre théâtre et de notre roman au dix-neuvième siècle a tourné autour de l'opposition du noble et du roturier, et même, aujourd'hui, l'intérêt subsiste encore ! Le mot récent du prince d'Aurec : « Il y a la manière ! » répond à quelque chose. Dans les théâtres populaires le public, dur pour le hobereau méchant, est plein d'une indulgence admirative pour le jeune seigneur élégant et généreux, et dans la réalité ; toute concierge a la bouche pleine de ses « Monsieur le comte est chez lui » ou « Madame la baronne est à la campagne ». C'est la bourgeoisie qui est vraiment susceptible, et parfois très sottement, à l'égard de la noblesse. Il est vrai que celle-ci le lui rend bien. Tel aveu de Tocqueville est un peu déconcertant. « Quand je cause avec un gentilhomme, bien que nous n'ayons pas deux idées en commun, je sens du premier coup que nous sommes de la même famille, que nous parlons la même langue ; il se peut que je préfère un bourgeois, mais je sens en lui un étranger. » On aimerait que Tocqueville se fût plus longuement expliqué, et qu'il eût dit ce en quoi ce bourgeois lui semblait étranger : bonne éducation, désintéressement, magnanimité, simple élégance ? et de quel bourgeois au juste il s'agissait. Tout change suivant qu'il s'agit d'un M. Poirier ou d'un M. Gillenormand. Mais en quoi deux personnages qui « n'ont pas deux idées en commun », peuvent-ils se sentir de la même famille ? Au fond cela pourrait être aussi bien en partageant les mêmes manies de comtesse d'Escarbagnas qu'en sym-

pathisant dans d'identiques sentiments chevaleresques (1). Mais même en supposant que la réflexion de Tocqueville ait été exacte aux environs de 1850, même en supposant que depuis lors rien ne se soit modifié par le monde (et sûrement il y a eu des changements : l'extinction d'un très grand nombre de vieilles familles, la décadence morale de plusieurs autres, l'apport d'un sang nouveau en beaucoup des survivantes : que de blasons redorés avec l'argent juif ou yankee, ou roturier ! l'acceptation comme nobles ou comme candidats à particules d'une foule de familles qui ont simplement acheté des terres ou payé des droits de chancellerie vaticane, enfin l'affinement d'une foule non moindre de familles qui tout en gardant leur nom bourgeois n'ont plus rien de ce qu'on reprochait jadis aux bourgeois, pas seulement la faiblesse desinger les gentilshommes), même, dis-je, en supposant qu'il y ait encore aujourd'hui des différences psychologiques plongeant dans l'inconscient héréditaire entre descendants du tiers-état et héritiers des anciens ordres privilégiés, ce n'en serait pas moins tout autre chose que les oppositions, contradictions et répulsions des castes hindoues entre elles.

Au surplus, constater ces survivances d'anciens dédains ou d'anciennes envies entre débris d'anciennes classes, n'est pas les proclamer durables, ni même les approuver. Seulement il est difficile de dire de quel côté sont les plus gros torts. Suivant les jours,

(1) Il se peut que le sentiment défavorable que nous éprouvons aujourd'hui pour le *parvenu* corresponde psychologiquement au dédain du gentilhomme d'autrefois pour le bourgeois enrichi et même anobli. Mais cela n'explique pas le mot de Tocqueville, car de son temps, il y avait des familles bourgeoises qui, affinées par plusieurs générations de haute culture et de désintéressement social, n'exhalaient aucun fumet de *parvenu*.

on serait dur pour la sotte arrogance des unes ou pour l'envieuse méchanceté des autres. Mais ce qui complique la question, c'est que les hommes ne sont pas seuls en jeu, il y a encore les femmes. Les noblesses qui se sont maintenues longtemps ont toujours appartenu à des civilisations masculines, comme dans l'Orient et la haute antiquité ; dès que la femme a joué un rôle, la vanité tant offensive que défensive est venue tout compromettre ; les plus bouffis orgueils de hobereaux sont moins blessants que certains jeux d'éventail ou de face à main, et les haines de classes sociales naissent le plus souvent d'envenimées piqûres d'amour-propre ; la vie de salon du dix-huitième siècle a joué un rôle beaucoup plus important que la philosophie, la disette et le déficit dans la préparation de la Révolution française. Ceci ferait pencher la balance en faveur des égalitaires, car si on peut à la rigueur tolérer un air hautain chez des gentilshommes fiers de leurs services, on ne peut guère souffrir les poses méprisantes de certaines pécores titrées qui, au surplus, sont souvent elles-mêmes nées dans d'arrière-boutique d'usuriers.

Bien plus, d'une façon générale, entre les hyper-déliés pour qui tout voisinage semble promiscuité et les hypodéliés qui ne trient pas sur douze volets successifs leurs relations, les sympathies ne doivent pas aller aux premiers. Qu'une âme ombrageuse et désolée, comme Alfred de Vigny, s'écrie : « Oh fuir ! fuir entre des élus, élus parmi mille milliers de mille ! » cela se comprend, mais tout le monde n'est pas Alfred de Vigny. Déjà quand Horace Walpole écrit à Mme du Deffand : « Ne trouvez-vous pas que les neuf dixièmes de l'humanité ne servent qu'à nous donner envie de vivre uniquement avec le dernier dixième ? » il court

risque d'entendre la galerie lui répondre : « Non, si dans ce dixième-là il n'y a que des Walpole et des du Deffand ! » Une large curiosité de bon vouloir est assurément plus sociable, plus agréable, souvent plus intelligente (Balzac et Stendhal adoraient les voyages en diligence) et toujours plus charitable. La pauvre humanité est partout à peu près la même, dans la plus haute noblesse comme dans le plus humble prolétariat, et ce n'est pas en restreignant ses relations qu'on se fera d'elle une idée beaucoup plus flatteuse : il est à craindre, au contraire, que plus on observe les gens de près et plus on découvre en eux de défauts ou de petitesse, alors qu'au contraire vus, de loin et de haut, tels individus dont la vileté d'âme vous aura indigné dans des circonstances données, nous apparaîtront comme de bons pères de famille dévoués à leurs amis et salués par leurs voisins ; il ne faut pas être trop difficile en ce bas monde !

Je crois donc qu'on pourrait dans beaucoup de cas se départir d'excessives réserves. Les haines viennent soit de ce qu'on est en relations trop suivies et trop hiérarchisées, soit de ce qu'on est sans relations aucunes ; au contraire, d'espacés mais répétés rapports sont ce qu'il y a de plus favorable à la concorde sociale ; si on faisait dîner ensemble, par petits groupes, les gens d'extrême gauche et les gens d'extrême droite, au troisième dessert ils s'effondraient dans le gilet les uns des autres. On me dira que ce genre d'agapes n'équivaut pas au *convivium* domestique qui caractérise l'unité de caste ; il s'en rapproche toutefois.

Au fond, d'ailleurs, *convivium* et *connubium* n'ont plus pour nous l'importance qu'ils avaient autrefois, et qu'ils ont encore en Hindoustan. Ce n'est plus un

rite sacré que de rompre le pain ensemble, et si le Français invite moins volontiers ses amis à dîner que l'Anglais, cela ne tient pas à une exigence plus grande dans le choix de ses relations, mais le plus souvent à des causes bien terre à terre, mauvais vouloir de madame, mauvaise humeur de la cuisinière ou mauvaise situation de la bourse familiale, car il ne faut pas négliger ce détail, les relations réciproques de gens mariés étant fonction des trains de vie beaucoup plus que des sympathies, des parentés, ou des communautés d'idées ou de professions. Quant au *connubium*, les initiatives des intéressés triompheront de plus en plus des grimaces des parents, et au besoin les enlèvements en automobile rapprocheront les couches sociales prétendues distantes. Peut-être finira-t-on par ne plus s'étonner de voir dans les familles souveraines les archiducs épouser des danseuses et les princesses s'envoler au bras de rapins ou de croque-notes; du moins les filles de la reine Victoria qui, au dix-septième siècle n'auraient pu épouser que des cadets de famille régnante tout au moins, se sont-elles fort bien mariées avec de simples gentilshommes anglais.

Mais pour donner en terminant une certaine satisfaction aux partisans de la survivance de l'esprit de caste, il semble bien qu'en dépit du *convivium* et du *connubium*, des dissemblances peuvent subsister entre concitoyens de race légèrement différente, par exemple chez les blancs entre juifs et non juifs. Personne n'hésitera à inviter à sa table un ami israélite, ni à laisser son fils épouser une jolie juive, et pourtant on ne peut pas dire qu'en bloc les deux races soient assimilées. Les pays latins et anglo-saxons qui naguère encore avouaient ne pas comprendre sur ce

point les pays germaniques et slaves, ont changé d'avis au fur et à mesure que la proportion des israélites augmentait chez eux, et il y a déjà un véritable antisémitisme aux États-Unis. Mais ce sentiment, qu'il ne tient d'ailleurs qu'aux intéressés de faire disparaître, ne touche en rien à la question de savoir si les petites répugnances de classes dans nos démocraties d'Occident sont de même nature que les répulsions de races dans l'Inde et ailleurs. En réalité, chez nous, il n'y a que des hyperesthésies mondaines qui s'éteindront le jour où chacun y mettra un peu de bonne volonté. Un peu plus de souci de propreté et de bonnes manières chez les uns, un peu plus de cordialité sans politesse excessive et de rondeur bonhomme sans familiarité déplacée chez les autres, comme la question sociale, la vraie, est facile à résoudre !

HENRI MAZEL.

Revue des Opinions, des Faits et des Idées

OFFICE COOPÉRATIF.

L'Office coopératif d'achats en commun pour les Fédérations et Sociétés coopératives de consommation a été fondé en 1900 avec 28 coopératives. Il a fait, en 1901, 70.000 francs d'affaires et est arrivé, en 1907, à 1.008.307 francs. Il n'a qu'un capital de roulement de 24.000 francs. Pour l'augmenter, il vient de créer, comme les Unions coopératives étrangères, un service de dépôts de fonds rapportant un

intérêt qui s'élève de 2 fr. 50 p. 100 (pour dépôts à vue) à 5 p. 100 l'an pour cinq ans.

Comme c'est là une œuvre pratique et vraiment utile, il est certain que les philanthropes continueront à l'ignorer.

CONTRE LES SYNDICATS.

Les syndicats ne sont pas ce qu'ils devraient et pourraient être. Nous l'avons dit. Mais ils sont un commencement de reconstitution sociale, comme les coopératives. C'est en accroissant leur puissance, par le droit de posséder socialement, par la mainmorte, par la liberté positive, qu'on les réformera. La responsabilité est éducatrice. Ce serait alors, il est vrai, une grande force sociale. Et les politiciens qui ne vivent que de la dissolution sociale ne redoutent rien tant que l'ordre social et la force sociale.

Les journaux et le Parlement manifestent donc une grande colère contre le syndicalisme. A tout prix, on veut sa mort, et, malheureusement, le syndicalisme a fourni des prétextes. Il est question de dissoudre la Confédération générale du travail, qui est l'âme — encore obscure — du syndicalisme. Mais cette violence n'irait peut-être pas sans quelque danger. On a trouvé mieux : c'est d'imposer à l'organisation syndicale le suffrage universel. C'est évidemment le plus sûr moyen de désagréger le mouvement ouvrier. M. Klotz est un grand politique, c'est-à-dire, au sens parlementaire, un habile désorganisateur.

PAR TOUS.

Les Livres qui font penser

Sociologie de l'action, par EUGÈNE DE ROBERTY, 7 fr. 50 (F. Alcan, éd., 108, boulev. Saint-Germain). — Cet ouvrage, comme tous ceux que nous donne M. de Roberty, est plein de vues ingénieuses et de pensées fortes. Ainsi que le sous-titre l'indique, l'auteur se propose d'étudier la genèse sociale de la raison et les origines rationnelles de l'action.

Dans la première partie, il examine d'abord l'interaction et ses aspects essentiels, pour distinguer le point de vue et le rapport téléologique du point de vue et du rapport causal; puis il établit la distinction des faits de conscience et des faits de connaissance et la nature sociale de l'idée. Il nous dit que du totémisme au socialisme, il n'y a qu'une socialisation de plus en plus élargie. « Le socialisme n'est-il pas, dans un certain sens, une sorte de totémisme moderne, tendant par la connaissance (la généralisation et l'abstraction) à *départiculariser* la classe économique, faisant pour celle-ci ce que le totémisme et les formes sociales qui suivirent ont fait pour la famille consanguine et la tribu biologique? » Puisque le mental est un produit du social, la sociologie est la science fondamentale de l'esprit. Ainsi, « au lieu de faire dériver les lois des choses (ou leurs rapports essentiels) de la connaissance de la nature intime de ces choses, selon la formule célèbre de Montesquieu, il faut, dorénavant, suivre la marche inverse, faire dériver la nature des choses de leurs rapports, de leurs lois; ou, plus exactement encore, faire consister la nature des choses dans leurs rapports mutuels. En particulier, au lieu de tirer les lois sociales, les rapports nécessaires entre individus, de l'observation ou de l'étude de la nature des individus considérés comme autant d'éléments ultimes, il faut désormais tirer la nature profonde des individus, leur psychologie, des rapports nécessaires qui s'établissent entre leurs cerveaux, entre les énergies psychologiques individuelles, considérées comme des facteurs élémentaires. »

Dans la deuxième partie, M. de Roberty traite des origines rationnelles de l'action. Il n'admet point, avec A. Comte, Spencer, Taine, Tarde, et la plupart des sociologues, que ce soit le sentiment qui dirige les actes. Ce n'est là, à son sens, qu'une vue empirique, insuffisamment analytique; car, en définitive, c'est l'idée qui forme le sentiment. « Le vrai moyen d'atteindre une chose (fût-ce le bonheur), dit-il, ou d'éviter son contraire qui est toujours son degré inférieur (fût-ce le malheur), c'est de savoir ce que ces choses sont, c'est de pouvoir les définir le plus scientifiquement possible, c'est de connaître les lois qui les gouvernent. » Soit. Mais la question reste entière. Elle se pose autrement, voilà tout. Ainsi : Les lumières de l'esprit guident-elles mieux que celles du cœur ?

Les postulats scientifiques de l'action sont : 1° La loi de retard et la genèse complexe de l'action, déjà exprimée par sa loi de précession qui exprime « ce retard presque constant des actes sur les conceptions esthétiques, de celles-ci sur les conceptions philosophiques, et de ces dernières sur les connaissances. Formulée en termes psychologiques, cette loi signale le retard de l'acte et du sentiment qui le commande sur l'idée ou la connaissance qui commande au sentiment ». 2° La loi de diffusion des connaissances et de leurs transformations successives (concepts philosophiques, concepts esthétiques, concepts techniques). « Le progrès n'est jamais que la résultante de l'action combinée de ces lois... La seconde, d'ailleurs, le détermine d'une façon aussi sûre que la première; car il semble évident que l'accroissement des connaissances dans l'élite la mieux pourvue doit s'arrêter si, par suite de la non-diffusion du savoir dans le reste du groupe, cette accumulation se montre impuissante à modifier la mentalité et l'activité soit des masses, soit de l'élite elle-même. La mentalité de l'élite est maladivement affectée par une telle hypertrophie qui tôt ou tard conduit à la dégénérescence, qui rend la minorité la plus instruite improductive, stérile. Une large démocratisation du savoir est nécessaire non seulement pour consolider les progrès déjà atteints; mais aussi et surtout pour accélérer la marche générale de l'évolution. » Reste à savoir ce qu'est le progrès : s'il consiste en un perpétuel changement,

comme paraît l'imaginer M. de Roberty, ou s'il n'est que le développement de l'ordre, comme l'avait cru Auguste Comte.

Toutefois, l'auteur concède l'intermède philosophique et l'intermède esthétique, c'est-à-dire qu'il reconnaît pourtant que les idées pures qui ne s'accompagnent pas de vigoureux sentiments collectifs restent impuissantes.

Il examine ensuite « quelques principes pseudo-explicatifs de la conduite » : l'imitation, la contrainte, la corrélation des forces sociales. Ils manifestent une faute de méthode, qui consiste « à substituer à la recherche des causes lointaines, mais essentielles, des phénomènes complexes, la recherche de leurs causes prochaines et souvent accidentelles; ou encore, à écarter, à ignorer les premières, en les déclarant, *a priori*, inaccessibles à nos faibles moyens d'investigation, et à s'en tenir, de propos délibéré, exclusivement aux secondes. » Ici, nous sommes en pleine métaphysique, M. de Roberty rompt tout à fait le lien qui le rattachait au positivisme.

Pour l'imitation, il pense que M. G. Tarde a confondu ce qui est biologique, la suggestion, avec ce qui est sociologique, la connaissance. De même pour la contrainte, avec Taine : « L'histoire entière de l'humanité, dit-il, les faits les mieux établis prouvent que derrière toutes les contraintes imaginables se découvrent des connaissances, empiriques ou théoriques, fausses ou vraies, des idées et des sentiments collectifs inspirés par ces idées. » Quant à la corrélation des forces sociales, qui est la thèse favorite des socialistes, elle n'est aussi « qu'une entité, une abstraction générique qui peut servir à désigner l'ensemble, la somme des phénomènes qu'on cherche à comprendre, mais qui laisse clairement transparaître la profonde ignorance où l'on se trouve pour le moment quant à leurs causes véritables. »

M. de Roberty fait fonds sur l'expérience sociologique, qui ne sera pas seulement l'empirisme inconscient du passé : « L'histoire future deviendra une expérimentation savante. »

Le point de vue analytique est la discontinuité des phénomènes; le point de vue synthétique, la continuité. A l'action efficace parce que continue, il faut une pensée

synthétique. Sera-ce le positivisme ? Malgré tout ce qu'il lui doit, avec sa propension à l'absolutisme métaphysique, M. de Roberty ne saurait l'admettre : Il reproche surtout au positivisme de « favoriser les solutions pluralistes du problème mondial aux dépens de l'idée moniste » et de « se poser en adversaire irréductible de la métaphysique ». Au surplus, il l'accuse de se contredire : « D'un côté, le positivisme reproche à la métaphysique ses tentatives monistes qui, eu égard aux nombreuses lacunes dans les sciences positives, ne pouvaient être que transcendantes et unilatérales (matérialisme, idéalisme et sensualisme) ; et, de l'autre, il lui fait un crime de son scepticisme, de ses aspirations critiques. »

M. de Roberty lui substitue donc l'hyper ou néo-positivisme qu'il convient de lui laisser résumer :

« Le néo-positivisme est le positivisme qui a pris conscience de ses points vulnérables, qui est fermement résolu à se délivrer de ses contradictions. Né au milieu des ruines qu'accumula la double négation positiviste et criticiste, le néo-positivisme s'efforce avant tout de mettre à profit les parties utilisables de ces décombres. Il ne se targue pas d'édifier de toutes pièces, et pour tous les temps à venir, une philosophie complètement différenciée de la science. Son ambition se borne aux tâches préliminaires essentielles, au déblayement du terrain, au façonnage des principaux matériaux de construction. A ces fins, il déclare la guerre au fantôme de l'Inconnaissable, soit sous la vieille forme religieuse (l'idée divine), soit sous la forme nouvelle dont le revêtit par la suite une métaphysique plus subtile (l'être en soi et son culte, l'agnosticisme). Il découvre les rapports étroits de causalité qui unissent la genèse et les transformations successives de ce concept verbal aussi bien aux incohérences dualistes où se complurent les théologies, qu'au monisme transcendant et fallacieux où s'attardèrent les métaphysiques. Il ramène, en dernier lieu, la longue succession de déconvenues et d'échecs subis par la raison humaine dans sa poursuite acharnée de l'unité réelle des choses, et la désespérance de connaître, le pessimisme du savoir qui en résulta, à la confusion initiale et inévitable de la recherche philosophique avec la recherche scientifique. Il procède, en conséquence,

à la séparation ou différenciation — devenue à la fois urgente et réalisable grâce au succès relatif des efforts accomplis pour constituer la sociologie et rénover toutes ses branches — de ces deux modes distincts de la pensée ; et pour rendre cette délimitation aussi rigoureuse que possible, il essaie d'en étendre le principe à toutes les autres grandes classes de faits organiques, il cherche et pense avoir trouvé la loi la plus générale du développement des civilisations humaines. Enfin, la découverte de cette loi — qui équivaut à une façon aussi neuve que précise de concevoir les quatre grands facteurs de toute évolution historique, la science, la philosophie, l'art et l'action appliquée ou technique — lui permet d'opposer à la conception pluraliste (c'est-à-dire, au fond, analytique) de l'univers prônée par Comte, et au monisme transcendant ou purement hypothétique des métaphysiciens, une conception du monde à la fois synthétique, foncièrement moniste, et logiquement irréfutable, entraînant la conviction rationnelle. Le néo-positivisme est essentiellement un monisme apodictique ou logique. On ne saurait définir en moins de mots le caractère qui le sépare le plus profondément du positivisme classique, d'une part, de toute métaphysique, de l'autre. »

Ainsi, le positivisme ne serait qu'une demi-philosophie. M. de Roberty rejette l'Inconnaissable. L'idée et le réel, l'abstrait et le concret, non plus que l'absolu et le relatif ne s'opposent. « L'absolu est un rapport d'identité, il n'est que cela ; il est donc relatif lui-même, et cet absolu remplit l'univers. » Sa philosophie est une synthèse apodictique.

Le postulat scientifique, ce sont les faits particuliers généralisés, le postulat philosophique, ce sont les idées générales unifiées. Il s'élève donc contre la confusion positiviste de la pensée philosophique avec la pensée scientifique, pour, ensuite, examiner la conduite et ses postulats philosophiques.

« On se dupe soi-même, dit-il, on perd son temps, on dépense inutilement ses forces lorsque, voulant orienter, dans un sens ou dans un autre, l'activité d'une classe, d'un peuple, d'un groupe social quelconque, on entreprend de modifier sa mentalité philosophique (ou religieuse) et sa sensibilité esthétique, sans toucher à sa mentalité scien-

tifique, sans avoir d'abord, et d'une façon durable, agrandi le périmètre de son expérience, augmenté la somme de son savoir exact et réparti cette somme d'une façon de plus en plus égale parmi tous les membres du groupe. »

Mais il ne semble pas que le progrès moral, qui est le progrès essentiel, suive le développement des connaissances. M. de Roberty ne s'en embarrasse point : il y a les lois de retard et de diffusion. Aussi attribue-t-il « le désarroi dont les chiffres de la statistique criminelle ne peuvent nous donner qu'une notion approximative à l'écart énorme qui existe entre la science des élites et le savoir populaire ». Cet écart est-il si énorme ? En tout cas, il n'apparaît point que, lorsque cet écart diminue, le désarroi soit moindre. Il y a les assassins Lebiez, Anastay, le traître Ullmo, etc... Les intellectuels n'ont pas, dans leur ensemble, une moralité supérieure à la moyenne, et ils ont certainement un caractère et une activité bien inférieurs.

M. de Roberty examine le rôle stimulant de l'art, de la pensée symbolique dans l'action. Il critique le pragmatisme : le pratique n'engendre pas le théorique. « L'œuvre d'art, par exemple, dit-il, ne naît pas de l'acte utile et n'engendre pas l'acte utile... Non pas que j'entende nier ce fait quasi-constant : la pratique, l'application d'une théorie devenant pour la « recherche » un objet d'observation et d'expérience, lui servant d'exemple, de preuve positive ou négative, dévoilant les côtés forts et les côtés faibles, les avantages et les mécomptes de l'ancienne théorie. Mais ce que je conteste d'une façon absolue, c'est qu'on puisse attribuer à la pratique — routinière par essence — ce qui est le résultat ou l'effet de la recherche spéculative. »

A propos des postulats psycho-sociaux de l'œuvre d'art, il convient de citer :

« Il faut du temps à la lumière des astres pour arriver jusqu'à la terre ; et il faut du temps — quelquefois des siècles — à la science, à la philosophie, à l'art pour modifier l'action morale ou sociale. Aussi, quand l'historien apporte ce témoignage, que les plus opulentes floraisons de l'art ont coexisté avec les plus bas états de corruption et de servitude politiques, le sociologue se garde d'en conclure la concomitance nécessaire de ces sortes de phénomènes. Mais il constate que l'action pratique exercée soit

par les hommes d'État, soit par la masse des citoyens (ou ce qu'on peut appeler, d'un seul mot, la moralité politique) retarde d'une façon notoire sur l'ensemble de la vie contemplative des sociétés; sur leur esthétique, sur leur philosophie, sur leur science. »

Enfin, dans un dernier chapitre, M. de Roberty étudie les beaux-arts et les arts techniques.

« Qu'une conception d'art préside à toute œuvre technique et l'inspire, dit-il dans une note, se confirme par maintes observations. Invoquons à ce propos le témoignage d'un savant qui a spécialement et minutieusement étudié les origines des techniques humaines, M. Espinas. Citant l'opinion de Geiger, d'après laquelle les plus anciennes roues (à vent, hydrauliques, etc.) furent les « roues à prières », encore en usage dans les temples bouddhistes du Thibet et du Japon, M. Espinas pense que ce fait et d'autres analogues qu'il mentionne également, tendent à prouver que « la plupart des fonctions nouvelles, soit individuelles, soit sociales, s'exercent selon le mode esthétique, comme jeu, avant de s'exercer comme travail » (*Les Origines de la technologie*). L'influence de la philosophie sur l'art et de celui-ci sur l'action se révèle dans tout le domaine pratique, dans chaque invention, chaque outil, chaque objet d'usage, — une fois qu'on veut tenir les yeux ouverts sur cet aspect de la question. »

Cet ouvrage est touffu, substantiel, mais d'une substance qui, malheureusement, ne s'ordonne et ne s'organise point. J'ai vainement tenté de résumer cette idéomachie.

Confiné dans son intellectuellisme, l'auteur reste étranger aux questions formidables qui nous pressent de toutes parts. Aussi est-il plus loin de nous que Comte, mort depuis un demi-siècle. Dans la crise présente, l'immortel auteur de la *Politique positive* est un guide sûr qu'on suit avec confiance. M. de Roberty n'est qu'une intelligence.

Il est parti d'Auguste Comte, et ce qu'il a de solide encore, il le doit à ce maître de tous. A mesure qu'il s'en éloigne, il se perd dans les brumes mystagogiques. Certes, en se jouant, il abat tous les systèmes : un autre, aussi aisément, abattra le sien. Belle affaire! Une société meurt de ce qui l'oppose et l'émiette, et elle vit de ce qui l'agrège et l'anime. La vérité à laquelle il se faut tenir est celle qui

fait vivre, même si l'on nous démontre qu'elle est une erreur et que la vérité vraie est celle qui fait mourir.

C'est précisément, on l'entend bien, parce que j'ai une grande admiration pour la haute pensée et le labeur concentré de M. de Roberty que j'exprime ainsi le regret qu'il les consacre à édifier d'aussi fragiles idéologies.

Morale et Société, par GEORGES FONSEGRIVE, 3 fr. 50 (Bloud, éd., 7, place Saint-Sulpice). — Est-ce la question sociale qui est une question morale ou est-ce la question morale qui est une question sociale ? Est-ce le moral qui produit le social ou est-ce le social qui produit le moral ? Comme les positivistes, M. G. Fonsegrive reconnaît que « sans le social le moral n'aurait pas existé ». « Mais, ajoute-t-il aussitôt, une fois née, la vie intérieure prend conscience de sa loi propre; le moral, une fois constitué, non seulement ne peut plus se confondre avec le social, mais il l'apprécie, le juge et lui reconnaît ou bien lui refuse l'autorité. » Sans doute, le moral est organique. Une fois créé, il se développe du dedans, il modifie même le milieu ambiant; mais il reste toujours soumis aux conditions sociales de son existence. Je ne puis concevoir la « vie intérieure » non conditionnée dont nous parle M. Fonsegrive. Toute vie est conditionnée. « La vie morale, nous dit-il, c'est la vie de la volonté. Le moral n'est autre que le volontaire. » On sait que l'auteur de *l'Essai sur le libre-arbitre* n'est pas déterministe. « Si la moralité existe, dit-il encore, elle n'existe que dans l'âme et par la liberté, c'est-à-dire dans l'esprit et par l'esprit. » On peut lui répondre : Si la moralité existe, elle n'existe que dans la réalité sociale et par la discipline, c'est-à-dire dans l'action convergente et par l'action.

M. G. Fonsegrive nous dit que les préceptes évangéliques, par exemple, bons pour les individus, ne valent pas toujours pour la société. C'est pourquoi les théologiens ont distingué les préceptes des conseils. Distinction subtile. « Mais il n'en reste pas moins vrai que la continence, que la pauvreté, que la non-résistance au mal, que la contemplation même, et non pas l'action, constituent l'idéal évangélique, et que si l'on voulait traduire cet idéal en législation, il serait difficile de conserver un état social dans

lequel personne ne jugerait, personne ne condamnerait où aucune force de justice ne s'opposerait aux violences injustes, où même les citoyens ne se reproduiraient. » La législation n'est pas la vie sociale. C'est dans ce qu'elle réalise que s'affirme une doctrine. Ce ne sont pas les préceptes écrits qui constituent une morale, mais les socialités qu'elle forme, les actes qu'elle inspire, et aussi les héros et les saints qu'elle suscite. Elle ne saurait donc s'opposer au social.

« Les conflits pratiques entre le social et le moral sont aussi vifs aujourd'hui qu'ils l'aient jamais été. » Et M. G. Fonsegrive cite l'affaire Dreyfus, l'expulsion des congréganistes, les officiers catholiques qui ont été chargés de procéder à ces expulsions, etc... Il y a confusion. L'auteur ne nous cite là que des conflits entre ce qui est organisé et ce qui désorganise, c'est-à-dire entre le social et l'antisocial. Et même si la moralité n'existe que dans l'âme, comme il dit, il n'est aucune force qui la puisse heurter ou persécuter. Il n'y a jamais conflit entre le moral — même héroïque — et le social. Il y a seulement conflit, parfois, et l'auteur nous en cite quelques exemples célèbres dans le passé, entre le social et le politique. Mais cela ne dure point. Il faut que le politique cède. Aux grandes époques de renouvellement, il y a aussi, mais rarement, conflit entre le social qui meurt et le social qui naît; mais celui-ci est trop bien le fils de celui-là pour que ce conflit soit bien grave, et d'ailleurs, ce qui meurt ne résiste guère.

A. Comte avait bien vu qu'il y a dans toute métaphysique un ferment d'anarchie. Nous le découvrons dans la métaphysique morale de M. G. Fonsegrive. Il n'est pas d'actes insensés, immondes ou criminels qui ne puissent se recommander de cette doctrine : « Voilà ce qu'est le moral, c'est le spirituel et c'est aussi l'individuel pur, à tel point que toute morale, si elle n'est pas l'égoïsme, est du moins réductible à un égotisme supérieur. Être bon, se faire bon, se faire le meilleur possible, c'est bien là toute la morale. « Se » faire, soi-même, d'après ses propres lumières, d'après sa propre conscience. Et être sûr qu'alors même qu'en fait on se tromperait, on ne se trompe pas, on ne pêche pas si l'on fait ce que l'on juge sans hésitation être bon. » J'en avertis M. Fonsegrive, un des héros de

cette morale fut Ravachol. « La valeur du moral, ajoute-t-il, se détermine par celle d'intention, c'est-à-dire de l'idée première que l'agent a voulu réaliser, la valeur du social se mesure au bien ou au mal effectivement produits. » Dans ce que M. Fonsegrive doit imaginer pour soutenir sa thèse que le moral et le social se peuvent opposer, on trouve une raison de plus, très forte, pour penser qu'ils ne se séparent point dans la réalité. Certes, « ni le moral n'absorbe le social, ni le social n'absorbe le moral », mais ils concourent, et dans le résultat commun, qui est une plus haute socialité, ils se rejoignent.

Faire résider toute moralité dans la conscience individuelle, cela se peut encore quand, au-dessus de la conscience, on met Dieu ; mais alors il n'est pas besoin de théories. M. G. Fonsegrive est un croyant, et il ne peut voir le danger de sa métaphysique. Mais il peut s'en rapporter à un positiviste : la foi tient lieu de tout, la simple croyance catholique est au-dessus de toutes les métaphysiques, en morale comme en philosophie, avec la même distance qu'il y a entre les grandes réalités vivantes et le vent des paroles vaines...

Son livre n'en est pas moins des plus intéressants, qui soulève d'aussi graves questions qu'on aimerait à débattre plus longuement. S'adressant à un public intelligent, d'esprit et de cœur droits, ce livre nous montre qu'il n'y a plus d'autres voies aujourd'hui, pour la conduite comme pour la pensée, que le catholicisme et le positivisme.

L'Occultisme. Hier et aujourd'hui. Le Merveilleux pré-scientifique, par le docteur J. GRASSET (Còulet, éd., 5, Grande-Rue, Montpellier). — « L'occultisme, nous dit d'abord l'auteur, n'est pas l'étude de tout ce qui est *caché* à la science, c'est l'étude des faits qui, n'appartenant pas *encore* à la science (je veux dire : à la science *positive*, au sens d'Auguste Comte), *peuvent* lui appartenir un jour. » Le savant se doit proposer de « désoccultier l'occulte », c'est-à-dire de donner une explication naturelle à ce qui avait paru jusqu'alors, à l'ignorance comme à l'imagination, surnaturel.

Bien des faits ont été désoccultés déjà : « 1° le magnétisme animal devenu l'hypnotisme ; 2° les mouvements

involontaires et inconscients que l'on retrouve dans les tables tournantes, le pendule explorateur, la baguette divinatoire et le cumberlandisme (suggestion mentale) avec contact ; 3° les sensations et la mémoire polygonales (des centres inférieurs) comprenant les fausses divinations, les hallucinations polygonales et la cristallomancie, les réminiscences et les faux jugements polygonaux ; 4° l'association des idées et l'imagination polygonales dans les transe des médiums (romans polygonaux). »

Ainsi l'hypnose n'est qu'un état de désagrégation provisoire. Les centres inférieurs en se séparant des centres supérieurs conservent seuls leur activité. M. Grasset définit donc l'hypnose ou état de suggestibilité : « Un polygone (centre inférieur) émancipé de son propre centre O (supérieur) et obéissant à un centre O étranger. »

L'auteur examine ensuite l'occultisme d'aujourd'hui. « Les faits qui sont encore *occultes*, doivent être divisés en deux groupes : 1° le groupe des faits dont la démonstration, si elle est possible, paraît en tout cas *lointaine* ; il comprend : *a*, la télépathie et les prémonitions ; *b*, les apports à grande distance ; *c*, les matérialisations ; 2° le groupe des faits dont la démonstration paraît *moins éloignée* et, en tout cas, doit être recherchée tout d'abord ; il comprend : *a*, la suggestion mentale et la communication directe de la pensée ; *b*, les déplacements voisins sans contact, la lévitation et les raps ; *c*, la clairvoyance. »

J'estime que l'auteur leur accorde trop d'importance. Tous ces faits entrent évidemment dans la catégorie des faits désoccultés. Ils s'expliquent par la fraude consciente ou inconsciente des médiums et par les psychoses, soit des médiums, soit des témoins. En Amérique, nous apprend l'auteur, il s'est fondé une *Antifakirs Society* pour démasquer les médiums tricheurs. C'est que les spirites n'en sont pas à une niaiserie près. La science a mieux à faire.

Au surplus, les grossières superstitions dont l'auteur a pris la peine de nous entretenir longuement ont aussi une cause sociologique, qu'il a omise.

L'historique qu'il fait, au début de son ouvrage, eût dû l'avertir. « Les siècles les plus sceptiques, dit-il, sont même souvent les plus crédules. » En réalité, ce sont toujours les

plus grossièrement superstitieux. Le spiritisme a ses racines dans le dix-huitième siècle, et il se développe au fur et à mesure de la dissolution des grandes croyances sociales. Et c'est en plein dix-neuvième siècle qu'il étale toute sa stupidité, dans l'universelle anarchie.

Ce livre est décisif, plus que ne le croit l'auteur lui-même. Il sera utile pour les esprits hésitants qui n'ont pas su encore se rallier à une doctrine organique, comme le catholicisme ou le positivisme, et que les tours plus ou moins habiles des bateleurs, des aigrefins ou des vésaniques pouvaient troubler encore.

Mais, franchement, à quoi peut servir de pousser plus loin ces « études » ?

Les ouvrières domestiques, par Mme R. EL-CHALAMET, 0,25 (V. Lecoffre, éd., 90, rue Bonaparte). — Ce n'est pas une quantité négligeable. « A Paris seulement, nous dit l'auteur, plus de 130.000 femmes sont employées dans le service ménager. » Mme Chalamet examine la situation économique qui est faite aux servantes de toutes catégories, leur hygiène, le logement surtout, le recrutement, la préparation professionnelle et le placement.

La domesticité n'est point incompatible avec la dignité humaine. Au surplus, le service personnel a ses avantages. « Félicitons-nous, dit fort bien l'auteur, que la force des choses fasse subsister au sein de la grande collectivité des petits groupes où l'on se connaît, où l'on se heurte, c'est vrai, mais où l'on peut aussi se pardonner les froissements mutuels. Il serait très malheureux pour notre démocratie qu'il n'y eût plus de domestiques. »

D'ailleurs, la domesticité est une des conséquences de la division du travail, et donc une nécessité. Celle qui n'est que de l'ostentation et qui a tous les vices disparaîtra. Toujours largement humain, le positivisme sanctifie la domesticité incorporée au culte de l'humanité. Ainsi, « il fait convenablement ressortir une institution qui complète la famille en la liant à la société. » Mais il faut aussi que les réformes demandées par Mme Chalamet, surtout celles du logement, soient réalisées; il faut aussi que le service ménager n'entraîne point le renoncement à la famille. « Depuis la libération personnelle, dit A. Comte, l'anar-

chie occidentale n'a jamais permis une digne appréciation de ce lien nécessaire, également méconnu par l'orgueil des grands et l'insubordination des petits. »

Origine de la vie, par J.-M. PARGAME, 1 fr. 50 (Schleicher, éd., 61, rue des Saints-Pères). — Œuvre de vulgarisation scientifique assez bien ordonnée. De nombreuses figures (69) éclairent le texte. L'ouvrage est divisé en trois parties : 1° La forme élémentaire de la vie : la cellule ; 2° les caractères communs des êtres vivants. 3° l'origine de la vie.

L'auteur veut surtout nous démontrer, ou plutôt nous donner à penser qu'on démontrera prochainement la relation entre la matière vivante et la matière brute. Cette filiation établie, est-il dit dans l'introduction, « l'explication de la vie se réduira à un simple problème d'évolution ». L'ouvrage est donc tendancieusement matérialiste, ce qui le gêne. Le matérialisme, en philosophie comme en science, est définitivement condamné, surtout depuis Auguste Comte.

Ce livre fait partie d'une série qui s'intitule « Encyclopédie d'enseignement populaire supérieur ». Il relève plutôt du pédantisme primaire. Avec l'Université populaire, nous avons conçu autrement l'enseignement supérieur du peuple. L'auteur déclare que tout « esprit de système doit être exclu dans les recherches scientifiques ». Non pas. L'esprit de système a souvent animé les recherches et stimulé les chercheurs. Ce qui doit être dénoncé et exclu, c'est l'esprit sectaire qui va jusqu'à présenter, à un public qui se défend mal contre ce viol sournois de la pensée et cette duperie du cœur, quelques menus faits de laboratoire, plus ou moins vérifiés et reliés, comme des titres irréfragables.

Vade-Mecum du mutualiste français, par F.-A. d'ERSKY, 2 fr. 25 (Daragon, éd., 96, rue Blanche). — Manuel pratique de mutualité pour l'organisation et l'administration des Sociétés de secours mutuels.

G. DEHERME.

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

13-11-08. — Tours, Imp. E. ARRAULT et C^{ie}.



Bernard GRASSET, Éditeur

7, rue Corneille, 7. — PARIS

DERNIÈRES PUBLICATIONS :

- EMILE BAUMANN. — *L'Immolé*, roman, un vol. in-16, prix . . . 3 50
- CLAUDE LORRIS. — *Les Nuages s'amoncellent*, roman, un vol.
in-16, prix 3 50
- CONSTANTIN PHOTIADÈS. — *Les Hauts et les Bas*, roman, un vol.
in-16, prix. 3 50
- LÉON LAFAGE. — *La Chèvre de Pescadoire* (4^e édit.), recueil de
nouvelles, un vol. in-16, prix 3 50
- ANDRÉ TUDESQ. — *Les Magots d'Occident*, recueil de nouvelles,
un vol, in-16, prix 3 50
-

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE DE SCIENCE
ET DE DROIT

- D^r GRASSET. — *La Responsabilité des criminels*, un vol. in-16,
prix 3 50
-

VIENT DE PARAÎTRE :

AUGUSTE COMTE

Discours sur l'ensemble du Positivisme

Édition du Cinquantenaire, avec notes, sous-titres et table analytique,
1 vol. de 426 pages. 3 fr. 50

A LA REVUE POSITIVISTE INTERNATIONALE

2, rue Antoine-Dubois, PARIS

Bernard GRASSET, Éditeur
7, rue Corneille, 7. — PARIS

La Démocratie Vivante

PAR GEORGES DEHERME

(1 vol. in-8 carré de 400 pages. — Prix : 4 fr. 50 ; franco : 5 fr.)

BLOUD & C^{ie}, Editeurs

7, Place Saint-Sulpice — PARIS (TÉL. 722-99)

L'Afrique Occidentale FRANÇAISE

ACTION POLITIQUE

ACTION ÉCONOMIQUE

ACTION SOCIALE

Par GEORGES DEHERME

(1 vol. in-8 carré de 528 pages. — Prix : 6 fr. ; franco 6 fr. 60)

TOURS. — IMP. E. ARRAULT ET C^{ie}